

CANADA – Ottawa n'écoute pas ses experts

Par Christophe NOISETTE

Publié le 21/10/2004

En février 2000, à la demande du gouvernement, la Société Royale du Canada (SRC) mettait en place un “Comité d’experts sur l’avenir de la biotechnologie alimentaire”. En 2001, dans son rapport [1], la SRC proposait 58 recommandations.

Rédigé par des universitaires et des responsables de la société civile, un autre rapport, publié le 21 octobre 2004 par le Polaris Institute [2] fait le point sur l’avancement de ces recommandations et conclut que globalement le gouvernement ne les a pas mises en application. Pourtant, en avril 2004, le Comité consultatif canadien de la biotechnologie notait que le gouvernement devrait s’engager à les mettre en œuvre.

Seules deux actions vont pleinement dans le sens des recommandations : les aliments OGM destinés aux humains et au bétail seront autorisés conjointement ; un programme de recherche révisé par des pairs concernant les interactions entre poissons transgéniques et poissons sauvages est en cours. Certaines recommandations ont été entreprises, mais les critères minimaux n’ont pas encore été atteints, comme l’abandon de l’approche réglementaire basée sur l’“équivalence substantielle”, la réalisation d’évaluations environnementales complètes des végétaux GM, la mise en place d’un moratoire sur les poissons transgéniques, l’interdiction des marqueurs moléculaires de résistance à un antibiotique, etc. Enfin, de nombreuses autres recommandations, comme l’étude de la domination qu’exercent les intérêts privés sur la recherche publique, le suivi systématique de la résistance des insectes aux OGM, etc. n’ont pas du tout été prises en compte.

[1] http://www.rsc.ca/index.php?lang_id=2&page_id=119

[2] http://www.polarisinstitute.org/polaris_project/bio_justice/reg_public_policy/reg_public_policy_index.htm